

CONFERENCE SUR LES GRANDS ENJEUX INTERNATIONAUX ET LEURS IMPACTS SUR LES ACTEURS DE LA COOPERATION ET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Yannick Lechevallier

Directeur de l'Agence du Monde commun

Merci à tous. Merci à la Région de m'avoir invité. Je vais mettre mon chrono. Je suis très heureux d'être ici, à plusieurs titres. Je vais essayer de l'expliquer. Aujourd'hui, désolé, je n'ai pas pu participer à vos travaux de ce matin notamment, qui me semblaient être intéressants. Mais hier soir, j'étais à Dakar. Je viens de prendre 30° d'écart ce matin. Je me suis acheté un pull juste avant d'arriver à Paris. Pas en Bretagne, car il fait plus chaud qu'à Paris. J'étais dans une île du Sine Saloum pour évaluer une coopération décentralisée. J'ai entendu qu'on parlait d'évaluation. Je ne vais pas m'étendre sur cette évaluation parce que je dois d'abord donner la primeur à mon commanditaire. Il y a quand même quelques éléments qui m'ont marqué en introduction. J'y allais avec un ami évaluateur, Sénégalais, ancien Recteur, ancien SG, maintenant à la retraite. Il m'a dit deux phrases : « Si la France ne nous aide pas, on demandera aux Chinois ou au Luxembourg » et puis « tu sais, on sait qui on accueillait, on a préparé le discours pour celui qu'on allait recevoir ». En même temps, j'étais là pour savoir, sur la pérennité, si nous allions pouvoir trouver des financements sur place. On m'a répondu que non, qu'il fallait que la France repaye. En même temps, ils avaient tous une antenne téléphonique et personne n'allait demander à qui que ce soit de payer leur crédit. Je leur ai donc dit que si c'était vraiment essentiel, ils devraient payer. Pourquoi n'avaient-ils pas d'argent pour développer ce qu'ils voulaient développer ? Il y a une autre chose qui m'a vraiment marqué. Cela faisait quatre ans que je n'étais pas allé au Sénégal, car je connais plus le Cameroun. J'ai été marqué par le fait que le déchet était accepté comme faisant partie aujourd'hui du paysage. Plus personne ne fait attention aux déchets, sur cette île notamment, et ce malgré les risques sanitaires, écologiques qui en découlent. À la fin, à Dakar, hier soir, il y a eu une rencontre avec des jeunes activistes du Web, sénégalais. Il se trouve que je fais une autre évaluation pour Canal France international sur le soutien à ces jeunes qui développent le contrôle citoyen de l'action publique par le Web. Je vais y revenir.

Mais d'abord, permettez-moi de me **présenter rapidement**, sur l'international. D'abord, je suis papa de deux enfants que je suis allé adopter à Irkoutsk. C'est peut-être mon premier acte, mon acte principal dans la mondialisation aujourd'hui. Il se trouve que je suis élu local de l'île d'Oléron, plutôt engagé sur le social. Mais cela touche aussi l'international puisque c'est Dolus d'Oléron et que nous sommes engagés dans un conflit juridique fort avec McDonald. Si vous voulez plus d'information, allez voir sur HelloAsso. Ils nous demandent 120 000 € pour une commune de 3 000 habitants. Vous pouvez voir un peu la difficulté de se confronter à la mondialisation. Je suis aussi Président d'un comité d'accueil de réfugiés sur Oléron. Nous accueillons aujourd'hui quatre familles, avec 15 réfugiés syriens. Enfin, professionnellement, j'ai été ingénieur, j'ai travaillé dans l'éducation au développement, l'EAD. Ensuite, j'ai découvert la coopération décentralisée. Je suis rentré à Cités unies France. C'était en 1997. J'étais là pour créer les premiers réseaux régionaux. Nous avons essayé de créer des réseaux régionaux, de mettre en dialogue les collectivités. Nous n'avons pas réussi en Bretagne, en 1997. En tout cas, nous avons abouti aux Assises de 1997, à la Sorbonne. Le premier intérêt avait été la reconnaissance des organisations issues de la migration. Les OSIM se sont levées à la Sorbonne en pleine séance et nous avons créé le FORIM, une vraie reconnaissance.

Aujourd'hui, on m'a dit qu'il n'y avait pas beaucoup d'entreprises. Je suis chef d'entreprise. Je prends des risques financiers pour gagner de l'argent. Je joue avec mon argent. Vous aussi, vous jouez avec l'argent, mais moi, je joue avec tout mon argent. C'est une différence qu'il y a souvent avec d'autres acteurs. L'année dernière, je me suis planté. J'ai voulu développer une plate-forme de connaissance de toutes les associations et de formation des associations françaises par les jeunes experts africains. Cela

n'a pas marché. Maintenant donc, nous essayons de remonter la pente. L'idée de mon travail est d'essayer d'éviter que l'action du Nord fasse du mal au Sud, premièrement. Il se trouve que je suis tombé dedans quand j'étais petit : j'ai trié des médicaments pour la Pologne et j'ai été un peu horrifié de ce que je triais dans les sacs. Depuis, je travaille pour les collectivités locales, pour former les petites associations ou les petites collectivités locales. Nous essayons aussi de faire de l'évaluation.

Juste pour vous connaître un petit peu aussi, en me documentant sur les ONG, je suis tombé sur Coordination Sud. On m'a dit que les grosses ONG étaient plus de l'ordre de 15 millions d'euros de budget, que les petites ONG étaient à moins d'un million d'euros. C'est un peu le discours que nous avons sur vous aujourd'hui, sur le net. Il se trouve que je ne suis pas du tout là-dessus. Je suis plutôt sur le niveau local. Les micros projets, on m'a dit que c'était plus de 10 000 €. Pour l'AFD, nous avons inventé un concept autour des nano projets. Avez-vous des gens qui ont moins de 1 000 € de budget par an, parmi vous ? Moins de 5 000 € par an ? Moins de 10 000 € par an ? Là, on ne parle pas d'argent. Mais dans le milieu économique, on parle toujours d'argent, désolé. Je sais que dans le milieu associatif, tout de suite, c'est impossible. Moins de 20 000 € de budget par an ? Moins de 50 000 € de budget par an ? Nous sommes donc vraiment sur des dimensions très particulières, que nous n'allons pas voir.

On m'a posé une question sur **les liens entre les enjeux internationaux actuels et l'impact sur vos actions concrètes**. Avant de voir les enjeux en 2018, j'ai commencé il y a 21 ans. Je voudrais savoir **ce qui a changé en 20 ans**. J'aimerais vous produire une petite réflexion. Il y a beaucoup de choses qui ont changé en 20 ans, et en même temps, il n'y a pas grand-chose dans la solidarité internationale. Il y a d'abord eu **la décentralisation**, officielle, **ici et là-bas**. C'est-à-dire que cette décentralisation s'est vraiment imposée. Elle n'est pas tout à fait effective, voire efficiente, ici comme là-bas. Mais nous avons cette démarche, ce mouvement qui est de rapprocher le pouvoir collectif public... je crois que cette notion de « public » est à interroger dans nos actions. Le pouvoir collectif public s'est rapproché du territoire et s'est vraiment généralisé. Je crois vraiment que les interventions au niveau local doivent être encadrées, animées par les autorités locales. Je n'ai pas parlé d'une régence, mais il doit y avoir une représentation publique. Deuxième chose qui a énormément changé en 20 ans, c'est **l'émergence du développement durable, de l'économie sociale et solidaire, tant au niveau global**, avec les accords de Paris, l'ONU qui s'en saisit, **qu'au niveau local**. Aujourd'hui, vous avez des collectivités qui sont très engagées dans ces politiques, des ONG, mais aussi des SCOP. On a du milieu économique solidaire qui s'est développé sur l'éducation au développement durable. Nous avons tout un ensemble de SCOP aujourd'hui qui fonctionnent économiquement sur le milieu du développement durable. Il y a aussi **le commerce équitable**, où nous avons du commerce et de la solidarité. Peut-être qu'il y a aussi de **nouvelles réflexions sur les niveaux économiques**. Juste en passant, c'est une référence que je vous donnerai à la fin, mais si vous arrivez à l'écouter un jour, c'est quelqu'un de passionnant : Chimène Diaw, qui est le directeur du réseau africain des forêts modèles. Je l'ai écouté à l'AFD et il montre un peu que les modèles économiques qui sont à l'œuvre par exemple chez les pêcheurs de M Bour pourraient nous intéresser aujourd'hui pour renouveler la pêche en Bretagne, pour retravailler sur les relations entre les salariés, les patrons et les coopératives. Il y a tout un ensemble de choses qui sont vraiment passionnantes. Autre chose depuis 20 ans, il y a **l'émergence des nouvelles technologies, des meso ONG aussi qui se sont structurées**. Ce sont des ONG qui ont entre 1 et 5 millions d'euros de budget. Nous avons aujourd'hui à peu près en France 200 ONG avec des professionnels, des salariés, qui se sont structurées et qui ont émergé depuis 20 ans.

Ce qui n'a pas beaucoup changé, c'est cette Française notamment que j'ai rencontrée la semaine dernière, à Foundiougne. Elle est professeure. C'était son deuxième séjour d'une semaine. Elle avait la solution pour sauver le Sénégal. En sortant, mon collègue sénégalais m'a raconté une histoire d'une ambassadrice qui, en 1996, avait vu des enfants. Elle en avait pris quatre. Elle les avait passés au shampooing, les avait nourris puis les avait remis dans la rue au bout de trois jours. Depuis 20 ans, cela n'a pas changé. Depuis 1997, il y a toujours, et c'est notre travail, nous l'étudions, **100 créations d'associations de solidarité internationale par semaine en France**, publiées au Journal officiel encore aujourd'hui. **Motivation, solidarité, le peuple français est solidaire, et individualité...** c'est-à-dire que nous ne sommes jamais allés regarder à côté. Je vous rassure, c'est moins le cas en Bretagne. Il y a de l'activité. Si nous voulons donc être solidaires, souvent, nous allons voir les

associations qui existent déjà. Mais enfin, il y a quand même une question à se poser. Comment se fait-il que depuis 20 ans, nous en soyons toujours à ce rythme-là ? J'ai les chiffres, si vous voulez, pour le prouver.

L'EAD, sur laquelle je m'étais engagé, a d'autres noms. Mais il n'y a quasiment pas une seule SCOP, un seul professionnel indépendant de l'éducation au développement aujourd'hui, alors que vous en avez des dizaines sur l'éducation au développement durable. Pourquoi n'avons-nous **pas réussi à monétiser, à structurer une activité** qui ne met pas de côté les militants et les bénévoles, mais qui permet aussi à des jeunes ou des moins jeunes de vivre de leur engagement sur l'éducation à la solidarité internationale ? Parce que l'argent ne fait peut-être pas bon ménage avec la solidarité internationale. Je ne sais pas, mais en tout cas, il y a une vraie question. Nous avons fait une évaluation pour le compte du ministère des Affaires étrangères et de l'AFD sur les postes Fonjep dans le milieu de l'EAD. Nous avons un vrai souci de professionnalisation.

Il y a un dernier point qui a aussi peu évolué. C'est l'usage des nouvelles technologies. Si, il y a une plate-forme. C'est très bien. Je vous parlerai de ce que nous faisons avec des Africains. Regardez les afriactivistes, regardez les nouvelles applications mobiles qui sont en train d'être développées à Bangangté, pour contrôler et participer au développement des politiques publiques des nouveaux élus locaux. Cela explose actuellement. Nous avons plein de choses à apprendre. Le consultant camerounais avec qui je travaille, la dernière fois, m'a demandé de le payer via Orange Money. J'étais sur Skype, je me suis renseigné. Mais nous n'avons pas cela. C'était il y a quatre mois. Il y a quatre mois, nous ne l'avions pas. Maintenant, nous pouvons le faire. Pour eux, cela fait trois ans qu'ils l'ont. Nous avons donc des choses qui ont avancé, mais nous n'avons toujours pas intégré, dans nos pratiques de solidarité internationale, l'usage des nouvelles technologies.

J'ai quelques éléments qui devraient **nous faire repenser nos postures et nos actions en 2018**, sachant que passer du global à l'action locale, c'e n'est pas toujours simple... Je remercie Pierre-Yves qui m'a appelé pour intervenir : je n'ai pas beaucoup dormi, mais ce n'est pas uniquement à cause des turbulences. Le premier élément qui m'a marqué, et je vous invite à prendre ce livre de Bertrand Badie, c'est que **nous ne sommes plus seuls au monde**. Nous, c'est qui ? Nous, c'est les Occidentaux. Certes, Bismarck disait que le régime international était relativement simple. Il y a cinq puissances, c'est trois contre deux et on peut gagner. Aujourd'hui, ce n'est plus du tout cela. Il y a plein de puissances émergentes, mais il y a aussi **d'autres acteurs interétatiques, internationaux. Il y a d'autres acteurs que les nations**. C'est pour cela que le terme que vous utilisez, de solidarité internationale, est has-been selon moi. Il ne doit plus avoir lieu. Nous parlons de solidarité mondiale aujourd'hui. À côté des nations, nous ne sommes pas à la place d'Emmanuel Macron, de Teresa May ou de Donald Trump. Il y a d'autres réseaux, d'autres réseaux sociaux. Il faut miser sur l'intersociabilité, qui peut être intéressante, pour voir justement qu'à ce moment-là, les solidarités sont multiples. Il y a donc un bouleversement stratégique beaucoup plus important que la fin de la guerre froide. C'est justement la fin de la surpuissance occidentale aujourd'hui sur le monde. Il est question de savoir comment nous allons l'intégrer. « La France ne veut pas nous payer ? Ce n'est pas grave, nous irons voir les Chinois ou les Coréens. » C'est ce qu'on m'a dit avant-hier au Sénégal. Dans quel espace mondial vivons-nous ? Nous ne sommes plus sur le monde. Il y a une multiplication des acteurs, des firmes aujourd'hui. Aujourd'hui, à Foundiougne, ceux qui vont développer le Sine Saloum, ce sont les Coréens, qui financent le pont. En échange de quoi ? Je suis allé faire une mission pour une coopération, pour créer un petit port de pêche en Guinée, avec beaucoup de réserve puisque vu l'arrivée des Coréens, des Chinois, des Russes pour la bauxite... je ne sais pas si certains d'entre vous travaillent en Guinée, mais j'ai peur que dans cinq ans, nous ayons des trous, que ce soit un peu la lune et qu'il n'y ait plus en tout cas aucun poisson dans les fleuves et sur la côte guinéenne. Nous en reparlerons. Cette mondialisation ne revient pas à penser global. C'est surtout qu'**entre les relations internationales, interétatiques, il y a d'autres relations qui se créent, qui sont beaucoup plus ancrées sur des territoires**. On remet donc de la frontière aussi. C'est un mot qui m'intéresse beaucoup quand je travaille avec des étudiants. Quelles sont les frontières que nous faisons bouger ? Il est question de voir comment nous allons pouvoir faire évoluer ces frontières. À partir de ce changement, comment appréhender le fait que le monde ne soit plus international ? Nous ne sommes plus seuls, les Occidentaux, à intervenir. Ce n'est

plus uniquement du rapport entre les États. Il faut des États. Je ne dis pas, contrairement à un consultant américain qui a fait une chouette conférence que vous trouverez sur TedX, qui dit que les Maires dirigeront le monde, Benjamin Barber... je pense qu'il faut des États, mais pour des domaines particuliers. Après, sur des domaines publics, il faut d'autres acteurs. Il faut peut-être des syndicats sur les relations syndicales sur le marché de l'emploi, il faut des acteurs territoriaux.

En accueillant des réfugiés, j'ai redécouvert tout l'arsenal juridique qui constitue le fait de pouvoir vivre côte à côte, le fait que je n'ai pas peur d'attraper une maladie quand je vous côtoie, le fait que je n'ai pas peur d'avoir un accident de voiture quand je vous croise en voiture. Alors qu'au Sénégal, il est hors de question que je prenne la voiture après 19 heures. En accompagnant mes amis syriens que j'accueille, j'ai redécouvert tout cet arsenal administratif que nous avons mis ensemble pour vivre, cette structuration publique que nous avons réussie et qui fait souvent défaut pour accompagner le développement. Le développement, ce n'est pas de l'investissement. Ce n'est pas de la construction. Ce n'est pas du bâtiment. C'est d'abord de la structuration politique, surtout pour les espaces publics. C'est surtout de l'intériorisation de ces règles. C'est-à-dire que j'avais complètement oublié ces règles, voire je ne les connaissais pas. Mais je les avais intériorisées dans le fonctionnement. Parce que nous intériorisons des règles qui ne sont pas intériorisées aujourd'hui parmi les personnes sénégalaises que j'ai rencontrées. Quand nous avons des problématiques sur le vivre ensemble, peut-être que ces problématiques doivent être réglées au niveau local. **Cela veut dire que l'appui à l'émergence du pouvoir local est essentiel.** Là, nous avons un vrai problème pour nous, acteurs. D'ailleurs, c'est le problème des acteurs. Nous sommes des acteurs. Il faut que nous agissions, il faut que nous bougions. J'ai évalué un programme à Madagascar : 500 000 € d'équipements et d'accompagnement pendant trois ans. Il fallait absolument le développer parce que c'était un bailleur de fonds qui nous avait dit que nous avions trois ans pour le faire, qu'il fallait que cela se voie, etc. Nous lui avons bien dit que ce n'était pas une coopération containers. Ils étaient d'accord avec cela. Mais dans la presse, ensuite, c'était « regardez, ils nous ont envoyé des ordinateurs ». Nous leur demandions une seule chose, de créer un établissement public industriel et commercial. C'est un peu compliqué, à Madagascar. Il faut que ce soit une décision ministérielle. Oui, mais sans cela, cela ne marche pas. Donc, que devons-nous adopter comme comportement ? Nous avons un contrat. Nous amenons le matériel. Nous faisons la formation, etc. Vous créez cela. Si vous ne le créez pas, nous n'amenons rien. « Oui, mais il y a le bailleur de fonds qui me dit cela et nous, il nous faut construire, car nous sommes des acteurs. Il faut que nous agissions. » Nous avons donc agi. Nous avons dépensé 500 000 € et deux mois plus tard, comme il n'y avait pas d'EPIC, nous avons fermé le centre informatique et nous avons perdu 500 000 €. **En matière d'évaluation, il y a des choses à apprendre. La première chose à apprendre, c'est que nous ne pouvons pas faire de développement s'il n'y a pas de structuration politique locale.** Si les acteurs locaux ne l'entendent pas, s'ils ne jouent pas leur part de contrat, nous arrêtons. Chacun a ses responsabilités. S'ils veulent aller voir les Chinois, qu'ils y aillent. Je ne me fais pas trop de soucis sur les relations. En même temps, et nous l'avons répété, là, je parle de là-bas. Il y a une grosse révolution qui s'est passée ces 20 dernières années aussi, et cela a été bien identifié par les ateliers. Nous sommes passés des OMD, des relations Nord – Sud, aux ODD, des relations globales. Vous savez d'où cela vient « Nord – Sud » ? Le premier mot que nous avons utilisé, c'était le tiers-monde. Nous avons une vision politique des problèmes. Nous étions les oppresseurs. Ils étaient les opprimés. Il fallait qu'ils se révoltent contre l'oppresseur, tiers-monde, tiers état, révolte du tiers état... « mais ce n'est pas qu'à cause de la France que cela va mal là-bas, puis ce n'est pas bien d'accuser. Nous allons donc être positifs. Nous allons remplacer tiers-monde par pays en voie de développement. » Certains vont dire qu'ils ne sont pas rentrés dans l'histoire. Ils sont donc en voie de développement. Nous n'avons donc plus de responsabilité. Nous ne les opprimons plus et eux ont une petite responsabilité, qui ne sont pas allés aussi vite que nous. « Non, ce n'est pas bien de les accuser. Il faut trouver quelque chose qui n'accuse personne. Ce n'est pas bien d'avoir des responsabilités. On avance beaucoup mieux sans responsabilités » Nous les avons donc appelés Nord – Sud. Il y a trop de soleil. Ce n'est pas de moi, c'est de Serge Latouche. Nous les opprimons. Si nous les opprimons, c'est un tiers-monde. Assumons politiquement par les mots la description de ce que nous faisons. **Aujourd'hui, nous sommes donc passés aux ODD. C'est une vision globale.** Cela ne peut pas aller bien ici si cela va mal là-bas. Je ne parle plus de Nord – Sud. Je parle d'ici. Je parle de la **globalisation des problèmes.** Je parle de la globalisation des causes des

problèmes. J'y reviendrai à la fin, mais je vous le dis tout de suite : je me suis lancé là-dedans, dans les années 90, au moment où il y avait Edgar Morin, avec la logique de la complexité, et Hans Jonas, avec le principe de la responsabilité. Quelles sont nos responsabilités personnelles aujourd'hui ? Aujourd'hui, la question, ce ne sont pas les enjeux globaux. Ce sont les relations personnelles. Il y a une certaine responsabilité pour ne pas donner d'une main et reprendre de l'autre. Comment allons-nous préparer ces villes à être résilientes par rapport au changement climatique, vu l'impact que nous avons eu en mettant une réunion à Saint-Brieuc, point central de la Bretagne, inaccessible en train ou en bus, avec donc un bilan carbone important ? C'est accessible en train plus en taxi. À quelles luttes collectives allons-nous renvoyer cela ? Allons-nous renvoyer uniquement cela aux États ou allons-nous le faire avec nos espaces ? Trump s'en va de l'accord de Paris ? Ce n'est pas grave. Nous avons les villes. Les villes américaines se sont alliées. Schwarzenegger a créé le R20. **Ces problèmes mondiaux ne sont pas des problèmes internationaux.** Ce sont d'abord des problèmes mondiaux.

Et puis quels comportements particuliers avons-nous ? Tout à l'heure, je vous ai parlé des déchets. Vous promenez-vous parfois sur la plage ? Je suis élu à Oléron, mais je ne sais pas si en Bretagne, on arrive à pique-niquer sur la plage l'été. Oui ? Votre bouteille d'eau, vous la laissez sur la plage ? Quand nous allons en montagne, nous sommes dans un milieu fragile, nous laissons les sachets, les bouteilles d'eau ? Non, que faites-vous ? Vous les ramenez. Voilà mes déchets de trois jours dans le Sine Saloum. Aujourd'hui, quand je vais en Afrique, en milieu fragile, dans un lieu où il n'y a aucune capacité à gérer les déchets, je ramène mes déchets. Quand le douanier ouvre mon sac, il est un peu étonné. Mais ramenez-vous vos déchets quand vous allez en Afrique, trois jours ? À Dakar, je les ai laissés. Je n'avais plus de place dans mon sac. Mais la prochaine fois, je prendrai un sac plus grand. Mais là, il y a un projet. Nous voulions acheter une machine à broyer le plastique, etc. Nous n'avons pas réussi. Alors, nous ramenons, comme sur la plage à Roscoff. Pourquoi le faites-vous sur la plage à Roscoff et pourquoi, à Dakar, vous ne le faites pas ? Mais peut-être que vous le faites, excusez-moi. C'est donc quelque chose qui nous oblige à réfléchir à un autre mot. D'ailleurs, j'ai utilisé le terme de monde commun dans mon agence. Avant, elle s'appelle agence Coopdec Conseil. Cela m'intéressait parce que cela faisait ACDC. Je pense que la coopération décentralisée est morte. C'est fini, il n'y aura plus d'action de solidarité internationale des collectivités locales. Par contre, il y aura des actions à l'international pour créer un monde commun. C'est complètement une autre vision de la relation. Mes déchets, je les ramène. Je ne crée pas une usine à déchets sur place, puisque nous vivons dans le même monde. Je suis comme vous, en tout cas pour une partie d'entre vous. Je suis au bord de la plage et ce ne sont pas mes déchets que je vois sur la plage à l'île d'Oléron, ce sont les déchets des Espagnols ou parfois des Américains, 25 ans plus tard. Nous sommes donc dans un monde commun. Comment l'appréhendons-nous dans nos relations ?

Le troisième point important que je voulais aborder, c'est la jeunesse. Je crois que vous en avez un peu parlé. Attention, je ne parle pas des petits gamins que nous voyons dans la rue, qui sont attendrissants. Dès que nous allons les voir, ils sont très gentils. Oui, c'est vrai. Mais ce ne sont pas ces jeunes-là avec qui j'agis. Ce sont les jeunes de 16 à 35 ans, que nous ne voyons plus, quand nous allons dans la rue. Ce sont ceux qui cherchent du boulot. Ce sont ces jeunes diplômés que je vais former, pour lesquels on me paie grassement le billet d'avion, mon intervention, mais qui, au bout de deux ans, n'ont pas de travail. Ils n'ont pas de travail parce que l'argent, c'est sale. Il faut savoir qu'aujourd'hui, le principal investisseur en matière de développement local, ce sont les ONG. En Côte d'Ivoire comme les ONG ne veulent pas payer de consultant... un consultant, c'est méchant. Il se fait de l'argent sur le dos des autres. Nous avons créé un statut d'association unipersonnelle. Je vous laisse le temps de le digérer. Vous vous associez avec vous-même. Pourquoi ? Parce qu'en ayant un statut d'association, à ce moment-là, plutôt que d'être l'expert en tri des déchets ou l'expert en aménagement foncier, vous êtes l'association pour la promotion de l'accès de la femme aux activités génératrices de revenus pour favoriser le développement du genre en matière de promotion du développement durable. Je vous laisse faire l'acronyme. Mais cela fait sérieux, ce ne sont pas des gens qui vont s'en mettre plein les poches. C'est une association. Non, c'est toujours le même mec qui a fait bac+5, qui est spécialiste du développement foncier et qui cherche à manger. C'est tout. Comment allons-nous rentrer dans une logique... **la jeunesse africaine, c'est 50 % de la population aujourd'hui des moins de 35 ans.** Chômage et frustration : c'est cela, la jeunesse africaine. Ce n'est pas analphabétisme ou manque

de nourriture. **C'est chômage et frustration. Ils sont tous au téléphone portable.** Ils ont vu la dernière série avec les dernières voitures, les dernières maisons. Nous sommes dans un imaginaire globalisé mondial aujourd'hui. Ils veulent tout le maillot de Messi. Pour l'instant, ils ont le maillot de Platini. C'est dommage. Celui de Messi vaut 70 €, je crois. Comment réussissons-nous à faire en sorte qu'ils puissent l'acheter ? **Cette jeunesse est entrepreneuse, éduquée.** Je vous ai dit que j'avais rencontré un afriktiviste. Aujourd'hui, ma plate-forme, je vais la relancer avec lui. Il a des blogueurs, des développeurs. Pour votre plate-forme Internet, pourquoi faites-vous appel à des Bretons ? En matière de solidarité internationale, c'est vachement ouvert. Il faut aller voir autour et notamment sur place. Allez voir sur Canal France international, la coopération française en matière de médias. Elle a financé l'accompagnement de 15 jeunes sur ce chantier. On parle d'argent. Un contrat financier respecté avec des acteurs, c'est 150/200 € le premier mois, 300 € pour faire une étude complète de contexte sur notre territoire. Vous pouvez payer plus, bien évidemment. Attention à ne pas déstructurer le marché. Mais dans la négociation, nous sommes sur ces tarifs-là. C'est 400 € pour une association, qui a plus de 20 000 € de budget. Ce n'est pas énorme pour avoir une vraie étude de marché. C'est 400 € pour un mois de travail, pour évaluer votre projet. Ce n'est rien. Ne me dites pas que ce sont des problèmes financiers pour évaluer les projets. Non, je peux vous donner 25 évaluateurs, béninois, sénégalais, camerounais, malgaches, burkinabés. Ils sont sur place. La difficulté que nous aurons à évaluer, c'est de savoir ce que nous devons évaluer. Nous aurons souvent des activités et plus difficilement des indicateurs et des objectifs à contrôler. **Derrière ces jeunes, c'est la migration aussi.** Comment allons-nous l'intégrer à l'international, chez nous ? C'est ici et comment nous allons travailler notamment avec les mineurs isolés, dont le nombre explose ? Comment allons-nous travailler avec nos jeunes, sur la mobilisation des jeunes ? C'est aussi un échec, selon moi, de l'éducation au développement.

Il y a quelques années, on mobilisait sur d'autres choses. J'ai travaillé pour Médecins sans frontières, pour faire des conférences, quand j'étais au collège, pour le retrait de MSF en Éthiopie. On peut dire tout ce qu'on veut de Kouchner avec ses sacs de riz, moi, le premier. Mais il n'empêche qu'il y a eu une vraie mobilisation. Aujourd'hui, je donne des cours à la fac. Je n'ai quasiment aucune affiche sur l'accueil des réfugiés. Il y a d'autres modes d'intégration, mais nous avons **un vrai souci de mobilisation, de sensibilisation.** Pouvons-nous évaluer notre action d'éducation au développement depuis 20 ans au regard de cette absence de mobilisation, de cette absence de courrier envoyé à Monsieur Gérard par rapport à son décret ignominieux ? Il n'y a quasiment pas de mobilisation. Il faut aussi savoir que **la détérioration du monde aujourd'hui va plus vite que notre action.** Il va falloir revoir très sérieusement, je pense, nos postures. Comment allons-nous préparer les villes sur place à être résilientes par rapport aux **fureurs climatiques qui vont arriver** suite à nos voyages solidaires ? Parce qu'avec les billets d'avion, aujourd'hui, j'ai un bilan carbone qui n'est pas joli joli. Et je ne compte pas le taxi ensuite, parce que je n'ai pas pris le bus collectif. Comment préparons-nous **le fait religieux** ? Juste à notre niveau, par exemple, j'ai animé une réunion avec un élu sénégalais et des élus français, polonais, hongrois, anglais et allemands, sur la **gestion de l'espace public.** Comment nous devons le réglementer ? Parce que nous utilisons des millions pour ramasser les crottes de chien. C'est une vraie problématique. C'est aussi une vraie problématique pour empêcher Nuit debout d'être là. Mais pour mon collègue sénégalais, ce sont les évangélistes ou les imams qui arrivent avec des barnums, la méga sono en plein espace public. Que fait-il ? Pour nous, ici, c'est structuré. Est-ce que ce n'est pas la première structuration que nous pourrions lui amener ? Sachez aussi que **la sécurité, c'est la mobilité.** Quand nous parlons avec eux, nous avons tous plus ou moins cela à l'esprit. Mais cela n'a pas la même valeur, ce petit passeport. D'après une étude Henley et partners, un Français pourrait voyager sans **visa** dans 173 pays en 2015, dans 171 en 2013. Nous avons gagné deux pays en termes de liberté d'accès. Pour un Tunisien, c'est 63 pays. Pour un Sénégalais, c'est 53 pays. À chaque fois qu'il veut se déplacer, pensez aux problématiques qu'il a pour se déplacer. Pour un Syrien, c'est 29 pays aujourd'hui. Pour un Afghan, c'est 24 pays. Comment travaillons-nous sur cette globalité ? Comment interpellons-nous nos gouvernants en tant que citoyens sur cette mobilité ?

En conclusion, en m'inspirant du discours d'Edgar Morin sur la complexité, il n'y a pas une solution. Nous avons **des espaces d'intervention que nous arrivons à trouver dans cette complexité, sachant que nous sommes responsables de nos actes.** Il y avait quelque chose qui était très bien

tout à l'heure. C'est qu'il faut réfléchir, mais qu'à un moment, il faut agir. Oui, il faut boucler la boucle et **regarder notre façon d'agir**. Cela fait six mois que je fais cela. Cela fait 20 ans que je voyage. Il est question de savoir comment nous avançons et comment nous devons prendre notre part dans ce monde. Je voulais vous donner quelques pistes : du travail pour les jeunes diplômés africains, 500 € de contrats par an. Nous sommes 50 000 associations de solidarité internationale actives en France. 50 000 contrats par an, c'est énorme. Sur l'évaluation, inspirez-vous. Je suis consultant, je n'invente rien. J'ai piqué des idées ailleurs. Je les amène, je les transfère. Inspirez-vous de ce que fait le Conseil départemental des Yvelines, qui paye une **formation à l'évaluation à des étudiants**. Il paye juste des billets d'avion à des **étudiants pour aller évaluer des projets**. Les étudiants vont regarder les projets qui ont été financés par les associations. Ces évaluations sont en ligne. Ce n'est pas Ernst & Young, même si parfois c'est meilleur. Mais cela ne coûte pas très cher. Cela coûte un peu, mais pas très cher. Et nous avons un regard sérieux, responsable, sur nos projets. Derrière cela, discutez et confrontez vos idées avec les gens. J'entendais tout à l'heure que vous avez évoqué une table ronde sur comment écouter la parole des gens. J'aimerais savoir comment eux écoutent nos paroles. Je travaille plus dans **l'action internationale des villes** : nous posons la question des lois homophobes aux Russes, parce que nous les considérons suffisamment développés. Nous ne posons jamais la question des lois homophobes au Sénégal ou au Cameroun. C'est rare. Sur les villes, non. Sur les jumelages, avons-nous arrêté des jumelages, des coopérations décentralisées parce que Macky Sall a dit à Obama qu'au Sénégal, l'homosexualité est un délit ? Si c'est un délit, j'arrête de travailler avec le Sénégal. Non, nous ne l'avons pas dit. Nous l'avons dit à Saint-Petersbourg. Il y a une différence de traitement alors que c'est commun. La personne humaine est un commun. **Nous avons une responsabilité, donc il est question de déterminer comment construire ces échanges citoyens**. Pour moi, la citoyenneté, c'est maîtriser et discuter continuellement des règles communes que nous acceptons un temps, et que nous arrêtons d'accepter. Merci à vous. Excusez-moi d'avoir dépassé un peu le temps.

[Applaudissements]

Renaud Layadi

Y a-t-il des réactions ?

Tahir Thiam

Je n'ai peut-être pas bien compris. Je voulais savoir ce que vous alliez faire au Sénégal. Parce que vous n'êtes pas rentré dans le détail. Vous y êtes allé pour suivre un projet ? Si oui, quel genre de projet, s'il vous plaît ?

Yannick Lechevallier

J'y suis allé dans le cadre d'une coopération décentralisée, ce qu'on appelle un partenariat, c'est-à-dire une coresponsabilité. Un Département français avait financé un investissement, avec une mission d'appui. Normalement, le Département sénégalais devait continuer l'activité. On m'a donc demandé d'aller vérifier de manière indépendante si le contrat avait été respecté. Vous savez qu'un dossier de projet, c'est un contrat. Quand il est signé avec un partenaire, quand les deux partenaires ont signé, c'est un contrat. Nous avons donc laissé du matériel, du ciment et des bâtons notamment, pour construire des choses, il y a six mois. On nous a dit que ce serait construit, que c'était vachement important. Je suis arrivé et cela venait d'être construit, il y a deux jours. J'ai réussi à effriter le béton. Mais c'était vachement important donc il fallait continuer à financer, selon eux. Le Département m'a donc demandé s'ils ont continué. J'ai répondu que oui, qu'ils ont continué il y a deux jours. Il m'a demandé si nous devions continuer à financer. À mon humble avis, si l'objectif est de continuer à construire des choses sur place, oui, il faut continuer, nous pouvons continuer. Ils savent maintenant construire. Mais si l'objectif est qu'ils continuent à construire ces choses-là parce que c'est vachement important qu'il y en ait des dizaines et des dizaines, non, on arrête. Parce que pour l'instant, on se moque de nous. L'objectif d'un évaluateur n'est pas de donner une note. C'est d'essayer de regarder si nous avons atteint la destination. Encore faut-il qu'il y ait une destination. C'est le gros problème que j'ai dans les évaluations. On me demande souvent d'évaluer des projets, mais nous avons des actions, sans savoir où nous voulons aller,

ce que nous voulons changer. Si jamais nous savons ce que nous voulions changer, y sommes-nous arrivés et par quel chemin ? Avons-nous pris l'autoroute ou les chemins de campagne ? Surtout, ce que j'avais compris sur le développement, c'est que normalement, c'est répliquable, derrière, de manière indépendante. Il ne s'agit pas que ce soit répliquable uniquement sur financement étranger, ad vitam aeternam. Aujourd'hui, je pense donc que c'est possible. Mais comme c'est dans le milieu de la pêche, la culture de l'investissement est assez difficile à partager. C'est-à-dire que le pêcheur prend, sur place. Il y a plusieurs pêcheurs sur place avec qui j'avais tissé des liens qui m'ont bien précisé cela. C'est-à-dire qu'on prend, qu'on n'investit pas pour pêcher dans un an ou deux ans. Petit à petit, nous essayons de discuter avec eux. Ils ont fait ce que vous avez fait, vous, ici. Le repos biologique par exemple, cela a été approprié sans problème. Ils se sont rendu compte qu'en ne pêchant pas pendant deux mois, ils pêcheraient beaucoup les 10 mois suivants. En ce sens, je crois que nous avons des leçons à nous donner à tous, surtout aux Chinois.

Une intervenante

Vous avez dit que vous ne croyez plus à la coopération décentralisée, en tout cas celle des collectivités avec leurs homologues des pays étrangers. Je n'ose plus dire « du Sud ». Est-ce que vous pourriez préciser cela ? Pourquoi ?

Sur le deuxième aspect, vous avez dit que ce qui est pertinent pour vous, c'est qu'en tant qu'acteur étranger, on puisse appuyer son homologue sur la structuration d'un service public ou local. Mais est-ce qu'une association bénévole de taille meso le peut ? Est-ce que c'est son rôle d'appuyer la structuration d'une organisation publique, du service communal des déchets par exemple ? Je voudrais juste avoir des précisions sur ces deux points.

Yannick Lechevallier

Y a-t-il des gens de la ville de Rennes ici ? Oui, vous irez dans vos archives de communication. Nous sommes tous en partenariat, d'égalité à égalité, dans la réciprocité. Pendant un temps, la communication de la ville de Rennes sur son action internationale, c'était « je travaille avec l'Allemagne, je coopère avec la Pologne, j'aide le Mali ». En 2004, quand la Pologne est rentrée dans l'Union européenne, elle a dit « maintenant, on travaille ensemble ». Le problème de la coopération décentralisée est qu'elle a été inventée au départ sur le modèle associatif. Je vais être très méchant. Je pense que certains se sont amusés avec l'argent public pour faire des actions de type associatif, qu'ils ne pouvaient pas mener parce qu'ils n'arrivaient pas à avoir une certaine assise financière. C'est facile, dans une collectivité, de faire un projet de coopération. Vous sensibilisez 15 élus. Vous avez la majorité. Vous avez des sommes que parfois 200 ou 300 bénévoles ont du mal à récolter. Sauf que la base du contrat citoyen, la base du contrat fiscal... je paye des impôts locaux pour le local. Si nous rompons ce contrat, nous cassons toute la structure de la République. Si je finance des écoles au Mali pour les Maliens, je ne suis pas dans le contrat... je suis élu, je suis allé chercher mes voix, j'ai discuté des impôts, de leur augmentation. Je ne peux pas répondre à la question, mais je paie des impôts pour quoi ? Pas pour construire des écoles pour les jeunes Maliens. Pourtant, c'est de la solidarité internationale, qui doit exister. Mais ce n'est pas cette notion « publique », dans laquelle il y a de l'intérêt local obligatoire. OK, nous n'allons pas rentrer dans ce débat sur la loi, etc. La loi se façonne comme on veut, par des élus. Regardez le pedigree des élus. Mais le contrat discuté avec les autres élus, le contrat qu'il y a entre l'élu local et sa population, c'est de gérer les finances locales pour le développement local. Ensuite, que nous réussissions à construire une réflexion sur le fait que si jamais nous réussissons à développer le respect de la pêche, le respect de la biodiversité au Sénégal, cela aura un impact sur les côtes françaises, si nous réussissons à développer la culture de la biodiversité au Sénégal, au Pérou, au Mali, nous allons réussir ensemble à créer un monde global meilleur, oui. Aussi, l'action de solidarité est un outil pour cet objectif. Mais la coopération décentralisée pensée comme une action pour le développement de l'autre d'abord, ce n'est pas le rôle des collectivités locales. D'ailleurs, regardez les statistiques. Malgré la manipulation des chiffres par le Ministère des Affaires étrangères sur la dernière déclaration de l'aide publique au développement des collectivités locales, nous avons diminué de 25 % l'année dernière et nous diminuerons fortement ces prochaines années. Il y a d'autres choses. Nous ne sommes pas comme une entreprise. Vous n'aimez pas

beaucoup l'entreprise, ici. Je regrette, mais je n'ai pas vu beaucoup d'associations de solidarité internationale, la semaine dernière, au forum économique euro africain. C'est dommage parce que c'est là où les entreprises font du business. Nous ne faisons pas de la solidarité. Je n'ai pas créé une association de solidarité internationale. J'ai créé une entreprise. Le souci est donc que vous voulez intégrer les autres acteurs dans votre philosophie. Relisez tous les discours, toutes les publications du CRID sur 20 ans. Il faut interpeller les élus. Demandez à un élu d'interpeller les associations : c'est la révolution. Nous pouvons aussi juste nous parler et écouter les élus, et essayer de comprendre quel est le rôle. C'est pour cela qu'aujourd'hui, et d'ailleurs vous le verrez dans les cinq prochaines années, le contrôle citoyen issu des dernières élections de 2014, 2015, 2016 dans les différentes collectivités... je suis élu local et pourtant, c'est ma passion, c'est mon métier, mais c'est impossible de faire de la solidarité internationale. Par contre, je suis en train de monter un réseau, avec Florence, pour inventer un nouveau droit local international de lutte contre McDonald. C'est la coopération internationale des villes locales. J'espère qu'un jour, nous associerons des villes sénégalaises ou camerounaises pour éviter qu'elles subissent McDonald. C'est de la collaboration sur ma fonction.

Un intervenant

Je voudrais revenir sur votre argumentation quant aux impôts locaux, qui devraient servir uniquement au développement local. À moins que par le biais de la non-pollution, de l'éducation à la pêche, etc., nous revoyions des retours qui nous intéressent directement chez nous. J'ai envie de vous dire que toute aide au développement durable a un retour pour nous. Éduquer, construire des écoles, aider les paysans à faire du compost, etc., c'est d'abord éduquer une population qui aura beaucoup plus de chances pour faire sa vie sur place. C'est fixer la jeunesse plus facilement au village, si elle sait qu'elle peut vivre dans des conditions meilleures. Cela a un retour. La preuve, c'est que quand nous ne le faisons pas, nous voyons bien ces migrants qui arrivent chez nous. Nous sommes concernés, je crois.

Yannick Lechevallier

La venue des migrants guinéens aujourd'hui en France n'est pas un problème d'éducation, mais un problème de violence familiale.

Même intervenant que précédemment

C'est un problème économique également.

Yannick Lechevallier

Non, c'est d'abord un problème de violence familiale. C'est l'Unicef qui l'a publié cet été, avec les plus grosses ONG. C'est le problème de l'évaluation. C'est-à-dire que nous pouvons avoir un discours, et avoir quelque chose de très concret aussi. Concrètement, je suis élu social. Je peux aller construire des écoles au Mali, financer une association pour construire des écoles au Mali avec tout votre discours, avec 250 €, parce que je suis une petite commune. Ou alors, je peux payer la cordée de bois à une dame qui a 70 ans et qui ne peut pas se payer la cordée de bois. 227 €, c'est ce que j'ai délibéré au CCAS. Le débat aujourd'hui, avec une ressource qui diminue, c'est cela, pour les élus. Essayez de venir. Qui a participé au dernier conseil municipal de sa commune, la semaine dernière ou le mois dernier ? Qui sait à quoi réfléchissent les élus ? Quelle est la contrainte des élus aujourd'hui ? Je veux bien qu'on demande aux élus de faire des choses. Mais les contraintes aujourd'hui, les demandes de la majorité des citoyens, et c'est l'échec de l'éducation au développement aussi... regardez en Rhône-Alpes par exemple, ou dans le Sud de la France. Vous pouvez donc interpeller. Il y a 15 jours, au CCAS, j'avais cela comme dossiers à gérer. Je suis donc d'abord mandaté pour cela. Ensuite, nous pouvons construire et nous nous rendons compte que McDo, par exemple, a détruit l'alimentation au niveau mondial, et notamment français, que les États ne font rien. Par contre, et c'est la révolution des cinq dernières années, les pouvoirs locaux, les pouvoirs associatifs, les pouvoirs syndicaux peuvent quelque chose s'ils s'allient. Là, oui, je peux mettre de l'argent municipal pour cela. Mais mettre de l'argent municipal, aujourd'hui, avec votre discours... je regrette, mais la deuxième nationalité étrangère en France, ce sont les Allemands. Dire donc qu'en se

développant, on va limiter l'immigration, je n'ai pas l'impression que l'Allemagne soit un pays sous-développé. Nous allons donc limiter une autre immigration. De toute façon, encore une fois et c'était l'enjeu de ce que je voulais vous dire, il faut relier les enjeux globaux et les actions locales. Ce n'est pas en construisant une école au Mali que nous allons empêcher l'immigration malienne. C'est là, la difficulté, c'est comment cibler nos actions efficaces, c'est-à-dire qui ont un impact que nous voyons sur le territoire des collectivités ?

Un intervenant

On ne peut pas comparer la migration des Allemands en France avec la migration économique dont je parlais, dans la mesure où nos actions éventuelles sur le terrain, en Afrique par exemple, peuvent fixer une partie de la jeunesse. Car c'est un fait réel.

Yannick Lechevallier

Oui, tout à fait. Mais quand vous parlez de fixer, ce que j'entends, c'est que vous allez répondre à la contrainte que nous avons ici de diminuer l'immigration. Vous allez fixer une partie de la jeunesse et vous allez augmenter la migration d'une autre partie de la jeunesse. Plus il y aura de développement dans les pays, plus il va y avoir de mobilité. Si vous utilisez donc cet argument... encore une fois, vous avez votre schéma, votre réflexion. Le politique, si nous partons sur cette idée-là, lui, veut juste répondre ici, à la question, pour le dire rapidement, pour « qu'il y ait moins de Noirs ». C'est cela, diminuer l'immigration. Quand des politiques répondent à leurs citoyens sur une diminution des migrations, c'est qu'il faut qu'il y ait moins de Noirs. Ils ne demandent pas qu'il y ait moins de Noirs informaticiens ou moins de Noirs balayeurs. Si vous fixez donc le balayeur, vous allez augmenter l'informaticien, de toute façon. Vous ne répondez donc pas au discours du politique si vous voulez répondre. Moi, je ne veux pas répondre à cette question, de toute façon. Vous répondez à votre question sur les petites populations que vous rencontrez sur place, petites en nombre. Vous utilisez les mêmes mots, mais pas avec le même sens quand vous discutez avec le politique, avec l'élu local. C'est là, la difficulté. C'est-à-dire que l'élu local, quand il parle de diminuer l'immigration, c'est l'immigration visible. Vous, quand vous parlez de diminuer l'immigration, c'est l'immigration victime du niveau social local. Ce sont deux immigrations différentes. Quand nous allons donc parler d'évaluation, il aura fallu antérieurement déterminer ce qu'est diminuer l'immigration. Si nous disons « plus de développement, moins d'immigration », c'est faux. « Plus de développement, moins d'immigration victime d'une situation défavorable », peut-être, mais ce n'est pas le discours de ceux qui disent « moins d'immigration ». Vous ne pouvez donc pas rentrer en dialogue, parce que vous n'avez pas les mêmes représentations.

Tahir Thiam

Comment pourrions-nous nous inscrire dans une dynamique d'évaluation continue tout en essayant de garder malgré tout tous les projets qui existent ? Parce que ce matin, on disait qu'il y avait quand même des choses qui fonctionnent, qu'il faut encourager. Comment s'inscrire par exemple dans ce nouveau réseau qui va exister, être dans cette logique d'évaluation ici et là-bas, pour voir que nous pouvons quand même être innovants tout en essayant de ne pas répéter les difficultés que nous avons eues il y a quelques années ?

Renaud Layadi

Tahir demande quelques vibrations positives.

Yannick Lechevallier

Pardon, mais ce que j'ai vécu est positif. Cela va être positif si vous voulez avoir une prise sur le réel. Vos actions ont un effet. Est-ce que vous êtes rigoureux dans l'effet que vous souhaitez avec ces actions ? Je m'explique. Quand je construis une école, cela ne veut pas dire qu'en construisant une école, les enfants iront jusqu'à l'université. Prenez les études d'Esther Duflot : 93 % des enfants indiens vont à l'école, 30 % savent lire et écrire à 10 ans. Si je construis donc une école, cela veut dire que mon objectif n'est

pas que les enfants sachent lire et écrire. Non, construire une école, c'est pour que les enfants aillent à l'école. Quand j'évalue, j'évalue ce que je voulais changer rigoureusement. Parce que si vous me demandez d'évaluer, d'aller sur place, pour voir si les enfants savent lire au bout d'un ou deux ans parce que vous avez construit une école, il y a de fortes chances d'être déçu. La pratique qu'il faut que vous ayez, et je pense que c'est beaucoup plus simple quand nous sommes plusieurs... l'évaluation continue, cela n'existe pas. L'évaluation se fait à la fin d'un projet, à la fin d'un cycle. Je me suis donné un an pour construire une école. Ce qui est quand même une petite révolution parce qu'en France, il faut six ans pour construire une école. Est-ce qu'au bout d'un an, j'ai une école ? D'ailleurs, qu'est-ce que c'est, une école ? Est-ce qu'une école, c'est un espace sécurisé ? Est-ce que c'est un espace agréable pour apprendre ? Un espace sécurisé, c'est quatre murs, un toit en tôle. Un espace agréable pour apprendre, c'est une école où il fait moins de 25°, où à la saison des pluies on n'arrête pas les cours à 15 heures parce qu'on n'entend plus rien. Il faut donc préciser ce que vous voulez. Je n'aime pas les indicateurs, je préfère les descripteurs. Envoyez des collègues pour voir si vous avez bien atteint la description du nouvel état. Nous ne sommes plus acteurs. Nous sommes des réussisseurs. Vous allez voir que vous allez être rigoureux sur le changement que vous voulez obtenir. Précisez donc un peu plus à quoi servent les actions que vous menez, maîtrisez cela. Vous irez voir ensuite si vous avez réussi au bout d'un an ou deux ans.

Aïssata Boncana

Par rapport à l'étude de l'Unicef dont vous avez parlé, sur les violences familiales et la migration, pouvez-vous nous expliquer ?

Yannick Lechevallier

Oui, c'est l'étude Reach qui a été faite par Action contre la faim, je crois. C'est une étude qui a été faite l'année dernière, notamment auprès de plusieurs enfants à Lampedusa, pour essayer de savoir pourquoi ils migrent. Nous avons les violences familiales, les mariages forcés, aussi, pour près de la moitié de la migration. Cela concerne notamment la Guinée, mais pas seulement. J'ai parlé de la Guinée parce que dans le département où j'habite, la Charente-Maritime est en collaboration avec la Guinée. Il y avait un focus sur la Guinée en effet. Il y a des informations sur d'autres pays, mais il y avait un focus sur la Guinée. Comme le département, en France, est compétent sur la protection de l'enfance, et qu'en Guinée aujourd'hui, d'après les premières études que nous avons faites, il n'y a pas de compétences sur la protection de l'enfance, nous sommes en train de savoir comment nous allons travailler. Là, nous allons aider les populations locales et travailler ici, sur nos contraintes aujourd'hui. Parce que juste pour information, en Charente, aujourd'hui, quasiment tous les jours, il y a un passeur qui dépose un gamin à six heures du matin devant le Conseil départemental. Nous sommes passés, en 2015, de 27 enfants mineurs isolés à s'occuper, à 272 en 2017. Il y a une vraie problématique. Cela va encore augmenter, et c'est naturel. Je vous ai parlé de la révolution des nouvelles technologies. Ils arrivent tous avec le portable. Ils n'ont rien sur le dos, mais ils ont le téléphone portable. À peine arrivé, on leur met quelque chose sur le dos, parfois un maillot de Messi. Résultat : la première des choses qu'ils font, c'est WhatsApp. « Venez nous rejoindre, regardez comment je suis habillé, j'ai mangé trois repas par jour, la semaine dernière. » Nous rentrons donc dans un cercle vicieux que nous ne savons pas gérer, parce que nous n'allons pas ne pas les gérer. Mais il y a un cercle vicieux et nous avons un vrai souci aujourd'hui. Ils sont mondialisés. C'est évident. C'est-à-dire qu'il n'y a plus de limites pour eux. Prenez-le comme vous voulez, mais c'est le discours que nous avons avec les élus et les agents : ceux qui viennent, ce sont les meilleurs. C'est Darwin. S'ils ont réussi à survivre à la Libye, à la Méditerranée et à Gérard, c'est que ce sont de vraies forces. Mais il y a un appel, derrière.

Une intervenante

Je reviens un peu en arrière sur les obligations d'un élu. Vous savez qu'ici, il n'y a pas que des gens qui font des puits en Afrique. Il y a aussi des gens qui font de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité. Quand il y a un élu, quand il y a une collectivité territoriale qui change de couleur politique, et cela nous est arrivé récemment, est-ce que nous nous arrêtons de tout faire ? Pour moi, un élu a une légitimité.

Mais cela ne va pas changer mes idées par rapport à un certain nombre de choses. Mon boulot va être peut-être de travailler sur ce qu'on appelle la population, le public, pour continuer à développer des idées qui ne sont pas forcément celles de l'élu. En particulier sur le plan migratoire, ce n'est pas parce qu'un élu décide... ou alors, je n'ai pas compris votre argument.

Yannick Lechevallier

Non, c'était de savoir pourquoi ils ne viennent pas quand nous leur demandons de venir. Si nous ne sommes pas d'accord avec eux, il est normal qu'ils ne viennent pas, dans ces cas-là. C'est juste pour cela. Mais la problématique est que nous étions souvent dans l'interpellation ou dans la demande de subvention. Je me suis battu pour cela, pour faire reconnaître les collectivités comme étant autre chose que des gens qui donnent des subventions, dans les années 90 et au début des années 2000. Vous me disiez tout à l'heure comment faire pour gérer le développement d'un service municipal local de la gestion de l'eau en tant qu'association. Je demande à des collectivités qui savent le faire. C'est du partenariat. Je ne les interpelle pas. Je leur dis que je ne sais pas faire et je demande. Mais par rapport à votre question, la première des choses est que vous avez perdu les élections. C'est donc la démocratie. Vous avez le droit de continuer à parler, mais si la majorité de la population qui s'est exprimée ne vous suit pas et a mis un élu, ce dernier va faire autre chose.

Même intervenante que précédemment

Sauf que ma question est de savoir qui les a informés. C'est là-dessus qu'il faut travailler.

Yannick Lechevallier

Oui, plus que cela même. Encore une fois, j'ai fait des propositions, mais qui n'ont pas été suivies. J'en tire donc mes conclusions. Je travaille aujourd'hui, depuis 10 ans quasiment, pour essayer de dresser un baromètre de ce que j'estime être un territoire ouvert au monde. Comment puis-je dire que Saint-Brieuc est un peu plus ouvert au monde que Brest, ou le contraire ? Comment puis-je dire que la Bretagne est plus ouverte au monde que la nouvelle Aquitaine ? Je sais dire que l'université de Rennes est plus ouverte au monde que l'université de Caen. Parce que les universitaires, depuis 10 ans, ont travaillé sur les indicateurs. Je sais dire qu'Orange est plus ouvert à l'international que Bouygues. Parce que l'internationalisation des entreprises, nous en parlons depuis 10 ans et nous y avons travaillé. Il se trouve que ma société a traduit à l'époque un livre que j'adore, d'un copain de fac, qui a été conseiller du Maire de Mexico à l'international et qui maintenant travaille chez Rockefeller, à New York, sur la résidence divine internationale. C'est Eugène Zapata, un grand bonhomme, qui a écrit un bouquin aujourd'hui traduit, qui s'appelle l'internationalisation des villes. C'était il y a 10 ans. Cela fait 10 ans qu'on continue à nous bassiner avec la CoopDec. La Coop Dec, c'est une activité. Ce n'est pas une politique. La cantine, ce n'est pas une politique. C'est une activité. Sur l'international, il est question de savoir comment on internationalise un territoire. Si on l'internationalise, il y a une dynamique. Il faut donc savoir d'où on part et où on va, comment nous arrivons à travailler là-dessus. Vous avez parlé du genre. C'est normal que les femmes soient moins intelligentes que les hommes. C'est prouvé. Regardez les noms des rues. Si elles étaient plus intelligentes, il y aurait 50/50. Regardez les noms des rues. À Paris, 83 % des noms des rues sont masculins. Ou alors, et c'est ce qu'a dit Delanoë, c'est l'inverse. C'est parce que nous ne mettons que des noms masculins que nous croyons que les femmes sont plus intelligentes que les hommes. Lisez Lilian Thuram, « Mes étoiles noires ». C'est parce que nous nous donnons que des idoles sportives ou culturelles que nous n'avons pas de références noires politiques, à part Mandela et Obama, ou de références scientifiques. Le rôle des associations peut tout à fait être de faire des animations ou des productions. Le rôle des élus, c'est de regarder ce qu'il y a. Nous sommes dans une ville maritime. Nous avons un rond-point des drapeaux. Il y a des drapeaux de langage maritime. Nous avons donc fait le rond-point des drapeaux de la paix. Nous avons mis le drapeau de l'ONU, de la Suisse, etc. En fait, l'international pour une ville, selon moi, c'est rendre l'autre normal. Dites donc ce qui est anormal, si nous voulons parler d'évaluation. Qu'est-ce qui est anormal ? Une femme voilée à Dolus d'Oléron. On a mis ma maison sous la protection des gendarmes quand j'ai fait venir une femme voilée à Dolus d'Oléron. Maintenant, c'est normal. C'est un indicateur. Aujourd'hui, en Bretagne, plus ouverte, si vous dites dans

la presse que vous allez accueillir chez vous des réfugiés syriens, il n'y a pas de problème. Dites cela dans l'Hérault, dites dans la presse, avec votre bobine en photo, que vous allez accueillir des réfugiés syriens, les gendarmes protègent votre maison. C'est un indicateur d'ouverture sur le monde. C'est dramatique, je suis d'accord. Mais c'est un indicateur d'ouverture. C'est-à-dire que nous avons réussi à rendre normal cela. Qu'est-ce qui, pour vous, est anormal aujourd'hui en matière d'ouverture à l'autre ? Qu'est-ce que vous voulez rendre normal par vos actions ? Donnez une mesure et vous verrez. Lisez tous les travaux sur l'internationalisation des universités, l'internationalisation des entreprises. Le Conseil régional a publié un schéma régional du développement économique à l'international et de l'innovation. Je ne l'ai pas vu. J'avais travaillé sur le précédent, en Aquitaine. Il y avait 60 indicateurs pour décrire au chef d'entreprise ce que c'était qu'être internationalisé. Ce n'est pas uniquement le chiffre d'affaires. Nous donnons des mesures et nous prenons la responsabilité de l'évolution de ces mesures. Comment, en éducation au développement, nous donnons des mesures qui ne nous vont pas, en nous engageant à les changer, précisément ? Il faut le faire par petits pas. Je pense que comme cela, nous avancerons beaucoup plus rapidement. C'est ce qu'ont fait les gens du développement durable. Ils n'ont pas résolu tout le problème, mais aujourd'hui, ma fille, quand elle se lave les dents, à 10 ans, ferme le robinet. Les gens du développement durable savent qu'ils ont réussi là-dessus, sur un comportement. Nous avons fait des tas de conférences sur le commerce équitable. Tout le monde sait ce qu'est le commerce équitable. 96 % des Français le savent, en donnent la bonne définition. 3 % des Français achètent du commerce équitable. Nous nous sommes plantés pour l'instant sur le changement de comportement. Ce n'est pas grave, nous allons continuer, nous allons travailler, cogiter. Mais l'évaluation nous permet de fixer là où nous sommes.

[Applaudissements]

Références :

Livres :

- « Mes Etoiles Noires » de Lillian Thuram : <https://www.babelio.com/livres/Thuram-Mes-etoiles-noires/659729>
- « Nous ne sommes plus seuls au monde » - Bertrand Badie : <https://www.babelio.com/livres/Badie-Nous-ne-sommes-plus-seuls-au-monde/834926>
- « Géopolitique de l'émotion » de Dominique Moisi (existe en poche) : <https://www.babelio.com/livres/Moisi-La-geopolitique-de-lemotion--Comment-les-culture/102973>
- « Commun - Essai sur la révolution au XXIe siècle » : Pierre DARDOT, Christian LAVAL : <http://www.editionsladeouverte.fr/catalogue/index-commun-9782707169389.html>

Conférences Web sur TED

- Benjamin Barber : « pourquoi les maires devraient gouverner le monde » : https://www.ted.com/talks/benjamin_barber_why_mayors_should_rule_the_world?language=fr
- Dan Pallotta : « Notre façon de considérer les œuvres caritatives est complètement erronée » https://www.ted.com/talks/dan_pallotta_the_way_we_think_about_charity_is_dead_wrong?language=fr
 - o Cela peut être intéressant pour les questions d'évaluations ;